

Arrêtons l'aide personnalisée !

Les 60 h d'aides personnalisées sont une duperie destinée à supprimer 3000 postes de RASED.

Nous ne voulons pas être complices de cette manipulation.

Le SNUipp 93 appelle l'ensemble des collègues à adopter cette motion en conseil des maîtres.

Au cours du mois de décembre, collectez les motions au niveau de chaque ville avec la section locale du SNUipp puis organisez une délégation auprès de l'IEN.

En Janvier nous arrêterons tous ensemble l'aide personnalisée pour la remplacer par du temps de concertation.

Le SNUipp 93 porte auprès du conseil national du SNUipp la proposition de généralisation au niveau national de cette modalité d'action.

D'ores et déjà le SNUipp, au niveau national propose de suspendre les aides personnalisées dans la période du 8 au 18 décembre.

Motion du conseil des maîtres de l'école.....

Ville.....

24 + 2 = - 3 000 ?

Nous ne sommes pas dupes !

La suppression du samedi matin, de 2 heures d'enseignement par semaine pour tous les élèves et la mise en place de l'aide personnalisée pour les élèves en difficulté ont servi d'artifice au ministre pour supprimer 3 000 postes de RASED à la rentrée prochaine.

Alors que le ministre prétend faire de la difficulté scolaire sa priorité, la confusion qu'il entretient entre la mise en place des 2 heures d'«aide personnalisée» et le travail spécifique effectué dans le cadre des RASED montre sa volonté d'en finir avec l'existence des réseaux d'aide spécialisée.

A l'heure du 1^{er} bilan de la mise en place des 60 h, le conseil des maîtres constate que :

- l'aide personnalisée ne répond pas à la grande difficulté scolaire et entraîne la suppression des RASED,
- désorganise le fonctionnement de l'école, ajoute du temps de présence effective pour les enseignants,
- augmente la fatigue pour les élèves concernés.

Le conseil des maîtres considère que la seule réponse adaptée aux difficultés passagères des élèves est la mise en place de maîtres supplémentaires pour une prise en charge pendant le temps de classe, conjointement au travail des RASED et en concertation avec eux.

En conséquence, le conseil des maîtres réuni ce jour décide d'arrêter l'aide personnalisée à partir du et utilise ce temps pour la concertation nécessaire entre enseignants et la relation familles/écoles.

Ces motions, une fois votée dans les écoles, sont à regrouper au niveau de chaque ville par le biais des sections locales du syndicat et seront portées aux IEN avant la fin décembre afin de rendre cette action effective à partir de janvier 2009.



La FCPE de Seine Saint Denis a proposé au Conseil départemental de l'Education Nationale(CDEN) un vœu de soutien aux enseignants qui suspendent l'aide personnalisée pour la remplacer par des modalités répondant aux besoins des élèves (temps de concertation avec la communauté éducative). Ce vœu a été voté par : FSU (SNUipp, SNES, SNEP...) - SE/UNSA - FNEC.FP FO - FCPE - FOL - DDEN.

Vœu à l'initiative de la FCPE de Seine Saint-Denis

CDEN du 28 novembre 2008.

15 voix pour : FSU (SNUipp, SNES, SNEP...) - SE/UNSA - FNEC.FP FO - FCPE - FOL - DDEN

En refusant la mise en œuvre des mesures Darcos, les membres du CDEN veulent préserver le service public d'Education, pour offrir un avenir aux enfants.

La réforme Darcos pour l'Ecole (suppression de deux heures d'enseignement hebdomadaire, semaine de 4 jours imposée, refonte des programmes, suppressions de milliers de postes, aide personnalisée hors temps scolaire, stages pendant les vacances... la suppression des RASED) représente une véritable régression et constitue une menace pour l'avenir même de l'école publique. L'ensemble des mesures Darcos provoque une dégradation des conditions d'enseignement et conduit à l'aggravation des inégalités au lieu de les réduire. L'un des objectifs de cette contre-réforme répond aux exigences de réduction du déficit de l'Etat : supprimer des heures d'enseignement, supprimer des postes, pour réaliser des économies substantielles alors que l'école n'est pas une charge à réduire mais un investissement pour l'avenir.

- 1) Le CDEN considère que le remplacement de deux heures d'enseignement hebdomadaire pour tous les élèves par la mise en place de « l'aide personnalisée » pour certains ne répond pas aux besoins des élèves, y compris ceux en grande difficulté. Ils réaffirment que l'aide à tous les élèves doit être assurée sur le temps scolaire, dans des classes à effectifs raisonnables, par les équipes enseignantes. Ils expriment également leur profond attachement à la pérennité des aides spécialisées qui sont assurées, pour les élèves rencontrant de grandes difficultés, par les enseignants spécialisés du RASED en coordination avec l'enseignant de la classe et avec l'accord des parents. Les EVS et AVS doivent aussi être présents en nombre suffisant partout où il y a des besoins avec un vrai statut.
- 2) Le CDEN s'oppose à la suppression des postes du RASED (3000 au niveau national au budget 2009), au prétexte de la mise en place de l'« aide personnalisée ». Ils réclament le maintien des missions du RASED, le renforcement de ses moyens en formant le nombre de maîtres spécialisés permettant de répondre à tous les besoins identifiés par les équipes éducatives.
- 3) Le CDEN se félicite du refus de la mise en place du service minimum d'accueil (SMA) par de nombreuses communes de Seine Saint-Denis, car outre la remise en cause du droit de grève des personnels, ce dispositif qui substitue la garderie à l'école, conduit à une désorganisation des écoles et n'offre aucune garantie d'accueil satisfaisante, les conditions même de sa mise en œuvre ne permettent pas de garantir la sécurité des enfants.

Sur ces revendications, les enseignants se sont massivement mis en grève le 20 novembre. Les parents et les enseignants se sont fortement mobilisés le dimanche 19 octobre. Un grand nombre de conseils d'école se sont déjà prononcés reprenant ces positions, cela montre qu'une grande majorité de la communauté éducative partage nos inquiétudes et nos revendications. Il faut que le gouvernement entende notre colère et change radicalement de politique !

Le CDEN réclame donc l'abandon des mesures administratives et des décrets Darcos, et revendique la mise en œuvre d'une politique éducative ambitieuse, pour éradiquer vraiment l'échec scolaire et œuvrer pour une école de la réussite de tous.

Le CDEN soutient les personnels qui suspendent l'aide personnalisée pour la remplacer par des modalités répondant aux besoins des élèves (temps de concertation avec la communauté éducative).

À l'opposé des suppressions massives de postes et de la désorganisation en cours, nous avons besoin dans notre école de sérénité, de dialogue et d'un nombre suffisant d'enseignants, de personnels administratifs, ouvriers et d'éducation formés pour que les enfants puissent recevoir de l'école tout ce qu'elle leur doit, dans les meilleures conditions.